

(8) Il devra faire un prompt rapport à son client de tout argent qu'il pourra recevoir ou de toute propriété en fiducie qui lui sera remise, et éviter de les confondre avec ses biens personnels ou de les employer d'aucune façon.

(9) Il a droit à une compensation raisonnable pour ses services, mais il devra éviter de surcharger ou de ne pas charger suffisamment. Chaque fois qu'il est possible, il doit s'en tenir au tarif établi. Il ne doit pas se prévaloir de la richesse de son client pour exiger un honoraire qui dépasserait la valeur des services rendus, quoi qu'il puisse arriver que parfois la pauvreté d'un client l'oblige à réduire ses honoraires ou à n'en pas exiger du tout.

(10) Il devra éviter de discuter cette question d'honoraires avec ses clients, pourvu qu'il s'en tienne dans les limites d'un honoraire raisonnable. Il devrait avoir toujours présent à l'esprit que sa profession est une branche de l'administration de la justice et non pas un moyen commercial d'amasser de l'argent.

(11) Il ne peut pas comparaître comme témoin pour son propre client, excepté dans certains cas où il s'agit de simples formalités, comme la preuve de l'identité ou de la garde d'un instrument, ou autre chose semblable, ou quand les fins de la justice l'exigent. S'il est un témoin nécessaire en rapport avec d'autres matières, la conduite de la cause devrait être confiée à un autre procureur.

#### 4. ENVERS SES CONFRERES.

(1) Sa conduite envers ses confrères devra être caractérisée par la courtoisie et la bonne volonté. Quelle que soit l'inimitié qui puisse exister entre les clients, telle inimitié ne devra pas influencer les avocats adverses dans la conduite à tenir l'un envers l'autre ou envers les parties en cause. Toutes les personnalités pouvant causer des délais ou occasionner d'inutiles querelles devront être soigneusement évitées.

(2) Autant que possible il doit accommoder l'avocat adverse pourvu que les intérêts de son client ou la cause de la cause de la justice n'en souffrent pas.

(3) Il ne doit pas entreprendre ce qu'il ne peut terminer, et il devra parfaire tout ce qu'il a entrepris. En aucune manière il ne devra communiquer sur l'objet du litige ou essayer de négocier un compromis avec la partie adverse, excepté par l'entremise du procureur qui la représente.